



Lettre introductive au Rapport annuel de la Banque de France

Dans sa lettre introductive au rapport annuel de la Banque de France adressée le 4 mai 2015 au Président de la République, au Président du Sénat et au Président de l'Assemblée nationale, Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France estime que « l'économie française va mieux » mais que « fondamentalement, (elle) ne va pas assez bien ». Il explique que « la croissance potentielle reste anormalement faible et la croissance effective insuffisante pour ramener l'économie à un niveau plus proche du plein emploi » et plaide pour une accélération des réformes dans un contexte conjoncturel favorable, dû notamment à la baisse des prix du pétrole et la dépréciation de l'euro favorable : « La baisse des prix du pétrole, qui soutient le pouvoir d'achat, et la dépréciation de l'euro, qui favorise les exportations, pourraient apporter un demi-point de croissance sur chacune des années 2015 et 2016 ». Christian Noyer souligne aussi qu'« à près de 57 % du PIB, les dépenses publiques françaises sont désormais les plus élevées de tous les grands pays développés ». Des « transformations profondes sont nécessaires dans la conception et la mise en œuvre des politiques, voire des institutions publiques ». Et de citer en exemple « la situation des régimes de retraite » qu'il convient de mettre à l'équilibre afin que cette « dette sociale » ne soit pas « transférée aux générations futures », ou bien la réforme territoriale qui par un « empilement de structures (...) nuit à l'efficacité et à la responsabilité de l'action publique et engendre des surcoûts ». Il constate par ailleurs « un coût du travail trop dynamique » qui conduit « à la dégradation de la compétitivité hors coûts » et appelle à une remise à plat des règles de revalorisation du Smic. Le gouverneur souligne également que le mécanisme de diffusion de la baisse des taux est en partie entravé, en France, par la rigidité des taux de l'épargne réglementée, dont le niveau élevé constitue une anomalie unique dans la zone euro. « La réticence à les ajuster équivaut à contrarier les effets positifs de la politique monétaire », estime-t-il.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,3 % en mars 2015, stable par rapport à février 2015 mais en baisse par rapport au taux de 11,7 % de mars 2014. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8 % en mars 2015, stable par rapport à février 2015 mais en baisse par rapport au taux de 10,4 % de mars 2014. Eurostat estime qu'en mars 2015, 23,748 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,105 millions dans la zone euro. Par rapport à février 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 75 000 dans l'UE28 et de 36 000 dans la zone euro. Comparé à mars 2014, le chômage a baissé de 1,523 million de personnes dans l'UE28 et de 679 000 dans la zone euro. Parmi les États de l'UE28, le taux de chômage le plus faible en mars 2015 a été enregistré en Allemagne (4,7 %), et les plus élevés en Grèce (25,7 % en janvier 2015) et en Espagne (23,0 %).

Banque de France

1 - Surendettement

Le nombre de saisines des commissions de surendettement a diminué de 7,7 % au premier trimestre 2015 par rapport aux trois premiers mois 2014 (57 869 dossiers contre 62 706 dossiers) selon la Banque de France.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/2015-03-statistiques-surendettement.pdf

2 - Rue de la Banque N°6 de mai 2015 - Inflation basse en zone euro : rôle des prix d'imports et de l'atonie économique

L'inflation du prix des biens à la consommation en zone euro a diminué continûment depuis 2012. Fin 2014, elle était proche de zéro, bien en dessous du niveau de 2 % correspondant à l'objectif de moyen terme de l'Eurosystème. Cette évolution s'est produite en même temps qu'une forte décélération du prix des biens importés et qu'un ralentissement de l'activité économique susceptible de peser sur les prix intérieurs. Cette lettre étudie l'influence sur l'inflation de ces deux facteurs, prix d'importation et activité économique, afin de quantifier leurs contributions respectives.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB_06.pdf

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-460 du 22 avril 2015 relatif à la remise de la fiche standardisée d'information mentionnée à l'article L. 312-6-2 du code de la consommation.

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=B3D96AC9CC3A39BEB1E2E0F8547BFE4D.tpdila16v_1?cidTexte=JORFTEXT000030515984&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030515799

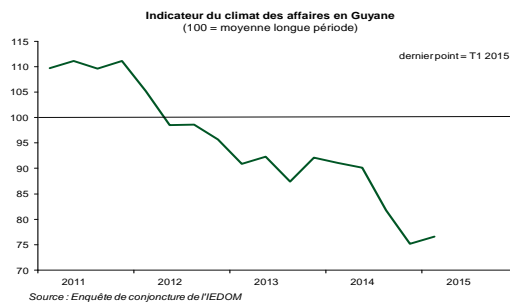
Arrêté du 29 avril 2015 précisant le format et le contenu de la fiche standardisée d'information relative à l'assurance ayant pour objet le remboursement d'un prêt.

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=9BE89551CCFCA7438C4C5B27101FE07C.tpdila17v_1?cidTexte=JORFTEXT000030555752&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030555659

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Amélioration du climat des affaires

Au premier trimestre 2015, l'indicateur du climat des affaires (ICA) évolue à la hausse (+1,4 point), pour la première fois depuis un an. Il s'établit à présent à 76,6 points, mais reste en dessous de sa moyenne de longue période (-23,4 points). La progression constatée est majoritairement imputable à l'amélioration sensible de la composante future, résultant d'un regain d'optimisme des chefs d'entreprise pour le second trimestre 2015.



Publication « Suivi des crédits aux entreprises au 31 décembre 2014 »

L'encours global de crédits aux entreprises guyanaises déclaré au Service central des risques (SCR) s'établit à 1 718,3 M€ à fin décembre 2014, en hausse de 6,8 % sur un an. Les concours mobilisés, qui représentent 89,4 % de l'encours total (soit 1 537,0 M€), progressent à un rythme annuel soutenu de 7,5 %, contre 9,2 % en 2013. Les crédits mobilisables affichent une hausse limitée de 1,2 % sur l'année 2014 pour s'établir à 181,3 M€.

Cette publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#)



Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers

L'observatoire des tarifs bancaires au 1^{er} avril 2015 est paru en mai. Pour les tarifs de l'extrait standard, la Guyane recense sur 13 services bancaires, 6 tarifs inférieurs et 7 supérieurs à la moyenne des DOM. Elle enregistre également 8 tarifs inférieurs ou égaux et 5 tarifs supérieurs à la moyenne observée en métropole par le Comité consultatif du secteur financier.

Cette publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#)



Ratios sectoriels dans les DOM

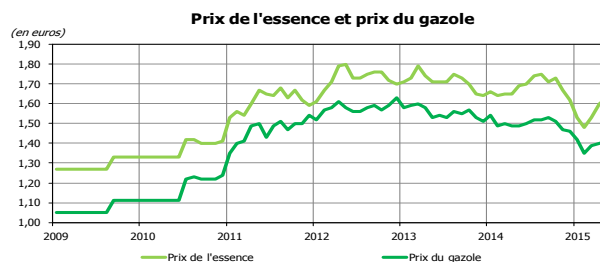
L'IEDOM a publié en mai 2015 des ratios sectoriels selon la nature de l'activité d'un ensemble d'entreprises (ratios relatifs à l'activité, la structure d'exploitation, la capacité bénéficiaire, la répartition des revenus et à l'autonomie financière). Ces ratios sont déterminés à partir d'un échantillon représentatif d'entreprises ayant au moins 2 bilans consécutifs saisis dans le Fichier des entreprises de la Banque de France (FIBEN) ou dans le Fichier des entreprises de l'Outre-mer (FENTOM2).

Ces ratios sont disponibles à l'adresse suivante : [IEDOM - Ratios sectoriels - Guyane](#)

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

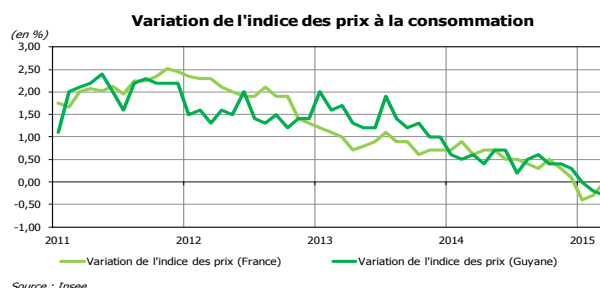
Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} mai 2015, le prix de vente au détail des carburants à 1,63 €/litre pour l'essence (+3 centimes) et 1,41 €/litre pour le gazole (+1 centime). Le prix de la bouteille de gaz est arrêté à 19,75 € contre 19,87 € en avril, soit une baisse de 12 centimes.



Prix à la consommation

En mars 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,2 % après une diminution de 0,2 % en février. Cette légère progression résulte principalement de la hausse des prix des services (+0,3 %) et des produits manufacturés (+0,2 %). Sur un an, les prix à la consommation reculent de 0,3 %. La baisse des prix de l'énergie (-3,8%), des produits de l'alimentation (-0,9 %) ainsi que des produits manufacturés (-0,4 %) a permis de compenser la hausse de 0,7 % des prix des services. En glissement annuel, l'inflation en Guyane se situe à un niveau inférieur aux valeurs constatées pour la France entière (+0,0 %), à Mayotte (+0,2 %), en Martinique (+0,1 %) ainsi qu' en Guadeloupe (-0,2 %) mais demeure supérieure à celle observée à la Réunion (-1,1 %).



Exploitation aurifère

Le lundi 20 avril 2015, a eu lieu la visite du site Montagne d'or à 150 km au sud de Saint-Laurent du Maroni, par le Préfet, les élus locaux, les représentants des forces armées et des forces de l'ordre, des services de l'Etat, des organisations socioprofessionnelles ainsi que des personnalités de la vie civile. Les sociétés Sotrapmag (groupe Columbus Gold) et Nordgold estiment le potentiel du site à 140 tonnes d'or sur une période d'exploitation de 20 ans (actuellement la Guyane extrait légalement 1,3 tonne par an). L'échelle industrielle du projet

pourrait constituer une opportunité sérieuse pour le développement de la région, avec la création de nombreux emplois directs et indirects. D'autres compagnies multinationales envisageraient également d'investir dans l'industrie minière en Guyane.

Spatial

Le 26 avril 2015, Ariane 5, pour son 222^{ème} lancement et le premier de 2015, a lancé avec succès, depuis le Centre spatial guyanais (CSG), un satellite civil et un militaire. Le premier est un satellite de télécommunication, THOR 7 (4,6 tonnes) lancé pour le compte de l'opérateur privé norvégien Telenor Satellite Broadcasting (TSBc) et le deuxième satellite, SICRAL 2 (4,4 tonnes) de l'opérateur Telespazio, a été lancé pour le compte du Ministère de la Défense italien et de la Direction Générale de l'Armement française. Ce troisième lancement de l'année en Guyane signe le 64^{ème} succès consécutif pour le lanceur phare Ariane 5.

ACTUALITES RÉGIONALES

Prévisions de croissance pour l'Amérique latine et les Caraïbes

La croissance de l'Amérique latine et des Caraïbes a atteint 1,3 % en 2014, en baisse pour la 4^{ème} année consécutive. Dans ses dernières prévisions de croissance, le Fonds Monétaire International (FMI) anticipe une augmentation de 0,9 % du PIB pour 2015 (en retrait 2 points par rapport aux prévisions d'octobre). Le ralentissement du commerce mondial de biens continue de peser sur l'activité économique de ces pays. Néanmoins la chute des prix du pétrole associée à la relative bonne santé de l'économie des États-Unis soutient la croissance dans le reste de la région. L'Amérique latine et la zone Caraïbes devraient bénéficier de l'amélioration de l'économie mondiale au cours des prochains trimestres.

Le PIB du Brésil devrait se contracter de 1,0 % en 2015 alors que les prévisions d'octobre escomptaient une progression de 1,0 %. La réduction de l'inflation conjuguée à une rigueur budgétaire pourrait restaurer la confiance des consommateurs et améliorer le climat des affaires de manière générale.

La baisse des prix du pétrole a contribué à aggraver la situation de crise économique et politique au Venezuela. La forte inflation et la carence en certains produits ont conduit le pays à la récession, le FMI anticipe désormais une contraction de 7,0 % du PIB.

En Argentine, les dépenses publiques et privées devraient compenser la baisse de l'investissement et des exportations mais son PIB devrait tout de même se contracter de 0,4 %.

Élection présidentielle au Guyana

Les élections qui ont eu lieu le lundi 11 mai dernier, ont permis au candidat de la coalition opposée au pouvoir en place, David Granger, d'accéder aux plus hautes fonctions de l'Etat. Ce résultat est important puisqu'il met un terme aux 23 ans de présidence de M. Donald Ramotar, chef de file du parti progressiste. Celui-ci avait déjà été fragilisé après un vote de défiance des députés à son égard. Malgré une croissance économique soutenue de plus de 4,0 % en 2014, le Guyana reste un des pays les plus pauvres du continent sud américain (indice de développement humain de 0,638 en 2013).

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs		Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑ Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Mars-15	127,3	[0,2%]	[-0,3 %]	Insee
		↑ Prix administré du litre d'essence	Mai-15			[-3,6%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHÉ DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓ Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Mars-15	22 690	[0,2%]	[4,5%]	Pôle emploi
		↓ Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Déc-14	8 197	[-0,2%]	[4,3%]	Pôle Emploi
		↑ Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Mars-15	18 635	[2,9%]	[9,4%]	Caf
	↑ Prestations nettes versées (1)	Mars-15	10,8 M€	[2,1%]	[15,0%]	Caf	
		Cumul	32,6 M€		[15,6%]		
CONSUMMATION	↓ Importations de biens de consommation (BC) (2)	Mars-15	15,5 M€	-9,8%	1,6%	Douanes	
		Cumul	40,1 M€		5,0%		
	↓ Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Avr-15	342	-0,4%	-1,1%	Somafi	
		Cumul	1 334		6,1%		
INVESTISSEMENT	↑ Importations de biens d'équipement (BE) (2)	Mars-15	32,9 M€	3,0%	-31,9%	Douanes	
		Cumul	85,4 M€		-25,1%		
	↑ Ventes de véhicules utilitaires	Avr-15	91	13,1%	9,8%	Somafi	
		Cumul	293		-6,3%		
COMMERCE EXTERIEUR	↑ Exportations (2)	Mars-15	14,5 M€	58,2%	16,6%	Douanes	
		Cumul	29,9 M€		-46,2%		
	↑ Importations (2)	Mars-15	109,3 M€	1,0%	-43,0%	Douanes	
		Cumul	282,3 M€		-31,4%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	Tirs effectués	Cumul à Avr-15	3 tirs (1 Ariane 5, 1 Soyouz, 1 Vega)		4 tirs à Avr-14	Arianespace
		Satellites lancés	Cumul à Avr-15	5 satellites		6 satellites	
	BTP	↑ Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Avr-15	5 998 tonnes	10,9%	-25,8%	Ciments guyanais
			Cumul	23 518 tonnes		-20,3%	
	INDUSTRIE	↓ Exportations d'or en volume (2)	Mars-15	105 kilos	n.s.	-2,5%	Douanes
			Cumul	227 kilos		21,9%	
		↓ Exportations d'or en valeur (2)	Mars-15	3,2 M€	-3,2%	3,9%	Douanes
			Cumul	7,3 M€		22,1%	
		↑ Cours de l'once d'or	Avr-15	1 198,08 \$	[1,6%]	[-7,8%]	London Bullion Market Assoc./AFD
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓ Exportations de crevettes (2)	Mars-15	64 tonnes	-3879,7%	286,2%	Douanes
		Cumul	111 tonnes		42,9%		
	↑ Exportations de poissons (2)	Mars-15	146 tonnes	22,5%	35,1%	Douanes	
		Cumul	244 tonnes		11,5%		
TOURISME	↓ Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Janv-15	34 706	-2,3%	5,5%	CCIRG	
		Cumul	34 706		5,5%		

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2015 - JORF du 27/12/2014

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/15)					
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*	
	4,06%	1,00%	1,00%	1,50%	2,00%	0,75%
Autres cas :	0,93%					* hors prime d'Etat

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

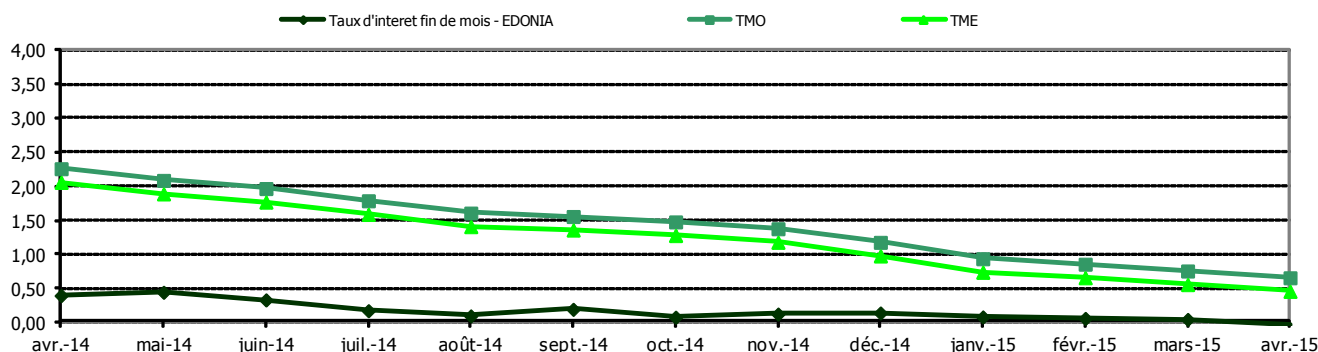
Taux d'intérêt fin de mois - EONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Janvier	Février	Mars	Avril	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0860%	0,0640%	0,0500%	-0,0270%	-0,0400%	-0,0050%	0,0640%	0,1710%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Janvier	Février	Mars	Avril	Janvier	Février	Mars	Avril
0,74%	0,66%	0,56%	0,46%	0,94%	0,86%	0,76%	0,66%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} avril 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,49%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,57%
Prêts à taux variable	4,09%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,01%
Prêts-relais	4,73%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,76%
Autres prêts		Découverts en compte	13,28%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,87%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,15%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,04%	Découverts en compte	13,28%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

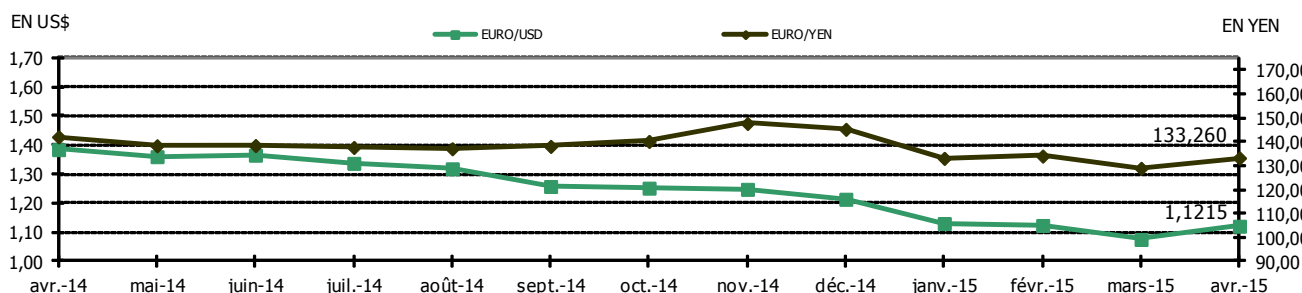
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,1215	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,2413	EURO/SRD (Surinam)	3,7006
EURO/JPY (Japon)	133,2600	EURO/BWP (Botswana)	10,9727	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,0073
EURO/CAD (Canada)	1,3480	EURO/SCR (Seychelles)	15,2690	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,5049
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7267	EURO/MUR (Maurice)	38,6881	EURO/BBD (La Barbade)	2,2417
EURO/SGD (Singapour)	1,4815	EURO/BRL (Brésil)	3,3232	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,1178
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,6925	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,0559	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3391,081	EURO/XCD (Dominique)	3,0278	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	